

Questions orales

troisième parti pour les questions relatives aux finances sont des gens pour qui j'ai beaucoup de respect. J'aime discuter avec eux, notamment à la période des questions.

Croient-ils vraiment qu'ils rendent service à la population en cherchant constamment à devancer le budget et à connaître la position du gouvernement, lequel ne va sûrement pas exposer le contenu du budget, bref, en posant un tas de questions auxquelles on ne saura pas apporter de réponse satisfaisante tant et aussi longtemps que le budget n'aura pas été présenté?

• (1445)

M. Herb Grubel (Capilano—Howe Sound, Réf.): Monsieur le Président, je fais allusion à un principe que le ministre a invoqué maintes fois à la Chambre.

Dernièrement, la Suède a procédé à une réduction des dépenses et à une augmentation des impôts. Les investisseurs ont perçu cette augmentation d'impôts comme un manque de volonté de la part du gouvernement de s'attaquer à la racine des déficits chroniques. Ils ont mis la Couronne suédoise à dure épreuve sur les marchés de change.

Voici ma question complémentaire: Quelle leçon le ministre a-t-il tirée de l'expérience de la Suède?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, il vaut mieux ne jamais être le ministre des Finances de la Suède.

Nous avons clairement fait savoir que, à l'occasion du prochain budget, nous avons l'intention de nous attaquer au déficit, surtout en réduisant les dépenses gouvernementales. Nous l'avons déjà dit, le premier ministre l'a déclaré à plusieurs reprises, et je peux le confirmer de nouveau à l'intention du député d'en face. Nous allons nous attaquer au déficit. Notre intention est on ne peut plus claire: nous allons nous y employer surtout en réduisant les dépenses gouvernementales.

* * *

[Français]

LES TAUX D'INTÉRÊT

M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, les chutes répétées du dollar canadien et la hausse des taux d'intérêt sont attribuables à l'inaction du gouvernement qui refuse, depuis plus d'un an, de s'attaquer à l'ensemble des dépenses de l'appareil gouvernemental. Le scepticisme des milieux financiers s'amplifie avec la possibilité que le gouvernement décrète de nouvelles taxes et surtout une surtaxe généralisée sur le revenu pour tenter de juguler son déficit.

Le ministre des Finances reconnaît-il que son inaction et la totale insouciance de son gouvernement sont directement responsables de la hausse des taux d'intérêt et notamment du coût des intérêts hypothécaires, et admet-il qu'en décrétant une surtaxe généralisée il étranglera la croissance économique et accentuera davantage la tendance à la hausse des taux d'intérêt?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Encore là, monsieur le Président, l'opposition pose des questions hypothétiques et crée des hommes de paille. Pour quelle raison? Je ne le sais pas.

Laissez-moi vous dire que, lorsque j'ai rencontré mes homologues du G-7 et les officiers du FMI, ils n'avaient que des louanges envers le progrès que le Canada a fait depuis un an. Lorsqu'on entend les chiffres que le premier ministre a cités plus tôt, lorsqu'on voit les actions que l'on a entreprises depuis le dernier budget, on s'aperçoit que, pour la première fois depuis très longtemps, on a un gouvernement qui non seulement a l'intention mais est crédible en ce qui concerne l'atteinte de ses objectifs. Le député devrait être très fier de ce que nous avons fait depuis un an au gouvernement.

M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, je vais vous exprimer les vraies louanges: c'est la croissance des taux d'intérêt depuis deux mois, c'est aussi le manque de confiance des milieux financiers face à un ministre des Finances qui ne fait rien depuis un an et demi pour juguler ses problèmes déficitaires. C'est ça, les louanges qu'on doit lui faire.

Comment le ministre des Finances peut-il refuser les recommandations de l'opposition officielle de couper ses dépenses et de revoir la fiscalité? Comment peut-il justifier l'imposition de nouvelles taxes et demander à la classe moyenne d'augmenter son fardeau fiscal et accorder en même temps aux plus riches contribuables canadiens des crédits d'impôt de plus de deux milliards de dollars pour l'achat de condos de luxe aux États-Unis? C'est ça, la bonne gestion! C'est ça, les louanges!

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, d'abord, jusqu'à maintenant, je n'ai reçu aucune suggestion constructive de la part du Bloc québécois en ce qui concerne les coupures que nous devons faire. Le député dit qu'il va nous les énumérer demain; j'attends avec impatience.

Puisque le député nous parle de taux d'intérêt, il peut peut-être nous expliquer comment il se fait que, depuis un couple de mois, l'écart entre les taux d'intérêt des obligations du Québec et celui des autres provinces augmente chaque jour.

[Traduction]

Le député devrait nous expliquer comment il se fait que la différence dans les taux d'intérêt entre les obligations du Québec et celles des autres provinces s'élargit de plus en plus. Voilà la véritable question qui doit être posée au Canada.

* * *

[Français]

LA FONCTION PUBLIQUE

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor.